

## Biden veut rassurer les membres de l'Otan...

C'est la première tâche internationale à laquelle s'est attelé Biden, au lendemain de son élection. Il veut avant tout s'assurer du soutien des alliés sur toute une série de dossiers. Car, comme l'a dit le secrétaire d'Etat à la défense, Austin, lors de la réunion des ministres de la défense des 30 Etats membres de l'Otan, mi-février, « les USA ne peuvent assumer seuls leurs responsabilités, c'est pourquoi nous croyons en l'Otan ». A quoi le secrétaire général de cette alliance militaro-politique, Stoltenberg, s'est empressé de répondre : « c'est la fin des débats difficiles » pour présenter les grandes lignes de « l'agenda Otan 2030 ». L'élaboration de ce texte a commencé en décembre 2019, donc du temps de Trump (2017-2021), ce qui montre bien que, par delà les « débats difficiles », il y a une continuité stratégique dans la définition de son rôle de bras armé du camp dirigé par l'impérialisme US. Le nouveau bréviaire des dirigeants de l'Otan décline ses priorités : consolider l'alliance sur le plan militaire et politique, pour faire face à la montée en puissance de la Chine, qui fragilise les « règles » de l'ordre international ; investir massivement

dans les « technologies de rupture » (le cyber, l'intelligence artificielle...) ; se préparer aux conséquences, en termes de conflits, du changement climatique ; s'opposer au « comportement déstabilisateur » de la Russie et contrer « la menace terroriste ».

Ce catalogue, qui reprend l'essentiel de la rhétorique étasunienne, en ciblant la Russie et la Chine (qui est à des milliers de kilomètres de l'Europe et des USA), est partagé par les dirigeants des grandes puissances impérialistes membres de l'Otan (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie...). Mais cela ne gomme pas les divergences sur plusieurs points. Ainsi, vis-à-vis de la Russie, l'Allemagne ne veut pas abandonner la construction du gazoduc Nord Stream 2 qui achemine le gaz venant des gisements de Russie et s'oppose aux sanctions US contre les entreprises qui y participent. Macron, qui continue à prôner un « dialogue » avec Poutine, s'inquiète des difficultés de la construction d'une « Europe de la défense », qui aurait une plus grande « autonomie » vis-à-vis des USA, tout en étant liée à l'Otan. L'Amérique et son « parapluie » militaire trouve un écho au niveau

des gouvernements de nombreux Etats d'Europe qui ne voient guère d'intérêt pour les projets des Dassault, Airbus et autres monopoles allemands et français producteurs de chars... estampillés « made in UE ». De plus, Macron sait qu'il ne peut absolument pas se passer de l'appui US en Afrique, notamment au Sahel, tout comme Merkel a besoin de la protection de l'armée US pour rapatrier les soldats allemands d'Afghanistan (1). Et si Macron ne cesse de dénoncer Erdogan, qui étend son influence dans le bassin méditerranéen, les Balkans et en Syrie, et achète des armes à la Russie, Blinken répond qu'il vaut mieux l'avoir au sein de l'Otan qu'en dehors...

se manifester. Le collectif « Non à l'Otan », dont notre parti est membre, y contribuera. ★

### L'Otan tisse des liens avec les entreprises et les scientifiques

L'agenda Otan 2030 a un volet « dialogue Otan-secteur privé ». Sa feuille de route s'intéresse aux technologies émergentes et les technologies de rupture. L'Organisation dispose d'un réseau très actif de plus de 6 000 scientifiques et ingénieurs, qui se consacrent à l'intégration des technologies les plus avancées dans les systèmes de l'Otan et des Alliés. Autrement dit, c'est un vecteur très actif de la militarisation de l'économie et de la recherche, au niveau international.

Trump a négocié avec les talibans le départ des troupes US d'Afghanistan au 1er mai. Les alliés de la coalition qui ont encore 7 100 soldats sur le terrain, dont 1 500 Allemands, s'inquiètent d'être laissés sans protection. Biden a confirmé le retour des troupes US, sans s'engager sur la date du départ. ★

### Sommet de l'Otan en juin

Ces questions ne seront pas mises sur la table du prochain sommet de l'Otan, prévu le 14 juin prochain, à Bruxelles, où il sera surtout question de présenter un « front uni » face à la Russie et à la Chine. Ce sera aussi l'occasion pour le mouvement international qui se bat pour le retrait des Etats de cette alliance militaire, pour hâter sa dissolution pure et simple, d'agir ensemble et de

## ... et faire monter les tensions avec la Russie et la Chine

Dans notre journal de mars, nous avons écrit « Biden a besoin d'une Otan offensive », au service de la « stratégie de confrontation de l'impérialisme US ». Ces dernières semaines, l'administration Biden a multiplié les attaques politiques contre les dirigeants de la Russie (« Poutine est un tueur » dixit Biden) et de la Chine. Les dirigeants étasuniens ont fait la tournée des alliés de l'Otan, de l'UE et ceux du Sud-Est asiatique (Japon, Corée du Sud et Australie) pour les entraîner dans cette surenchère. Les dirigeants de ces différents pays ont en général salué « le retour de l'Amérique » à une politique moins chaotique, plus à l'écoute des opinions des alliés, mais cela ne gomme pas les intérêts divergents entre les différentes puissances impérialistes.

Le climat de tensions créé par l'administration Biden, que certains qualifient déjà de « guerre froide », s'inscrit dans le contexte de crise économique mondiale et de crise sanitaire qui se prolonge. Cette crise aiguise les contradictions entre puissances impérialistes, notamment entre l'impérialisme US, qui est encore dominant, tant sur le plan économique que militaire, et la

puissance impérialiste montante, la Chine<sup>1</sup>.

La Chine cherche à se développer, économiquement et politiquement, et se dote de moyens militaires pour faire face aux menaces d'agression de l'impérialisme US et pour asseoir son influence dans la région stratégique de l'Asie-Pacifique. Ainsi, en novembre 2020, à son initiative, le plus important accord de libre-échange a été signé entre les dix États de l'Asean (Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos et Brunei), la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Seule exception, l'Inde, rivale régionale et alliée de l'impérialisme US.

Les dirigeants de la Chine cherchent avant tout à assurer le développement de son économie capitaliste, en misant notamment sur les technologies dans le domaine du numérique et des communications, en s'appuyant sur des monopoles de plus en plus puissants, dont la plupart sont liés à l'Etat. Huawei en est l'exemple type. Ils ont à leur actif d'avoir jugulé l'épidémie plus vite et plus efficacement que les dirigeants des autres grandes puissances. C'est un fait. De la même façon, l'économie

capitaliste chinoise connaît des taux de croissance plus élevés que ceux de ses rivaux, mais elle reste encore largement dépendante des marchés extérieurs.

Les dirigeants chinois ne veulent pas se laisser entraîner dans une coûteuse « course aux armements » avec l'impérialisme US, qui a développé depuis 75 ans un vaste appareil militaro-industriel pour exercer sa domination mondiale. Même si le prochain budget prévoit de consacrer en 2021 l'équivalent de 175 milliards d'euro à la défense (+6,8 %), on est très loin du budget du Pentagone (730 milliards de \$) et le fossé est immense entre les arsenaux.

Conscients de leur force économique, les représentants de la Chine ne se sont pas laissés intimider par les attaques des représentants étasuniens, lors de la rencontre bilatérale du 18 mars en Alaska. C'était la première rencontre officielle depuis la prise de fonction de Biden. Côté US, il y avait le secrétaire d'Etat, Blinken (affaires étrangères) et Austin, pour le ministère de la Défense. Côté Chine, le responsable au niveau du PCC des affaires étrangères et le ministre, Wang Yi. Blinken est tout de suite monté au créneau pour fustiger les

comportements et actes « qui menacent l'ordre fondé sur des règles qui garantissent la stabilité mondiale », la répression de la minorité ouïgoure, la mainmise sur Hong Kong et les menaces visant Taïwan... La réponse a été cinglante : « les USA ne représentent pas l'opinion publique internationale, pas plus que le monde occidental », suivie d'une série de doutes sur les « valeurs universelles prônées par les USA » et « leur acceptation par l'écrasante majorité des pays du monde », sans oublier la condamnation des ingérences « dans les affaires intérieures » de la Chine. Bref, des réponses qui ont remis ouvertement en cause la suprématie étasunienne. Certes, il ne s'agissait que d'une rencontre entre « diplomates », et il n'y a pas eu de rupture. Mais les dirigeants à la tête de l'impérialisme US ne vont pas relâcher les pressions sur leurs alliés, ni faire baisser la tension avec les deux puissances considérées comme une menace pour « l'ordre », international. Elles ont immédiatement réagi en mettant en scène leur rapprochement économique et politique, pour « faire front ». ★

1- Voir dans notre rapport politique, « Pour une rupture révolutionnaire avec le système », la situation internationale.